Compte rendu
Forum de discussion
« Un regard rétrospectif sur la campagne électorale provinciale 2003 »

Québec

104-06411/

Compte rendu
Forum de discussion
« Un regard rétrospectif
sur la campagne électorale
provinciale 2003 »

Propos

Mars 2004

CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE

La collection « Propos » du Conseil permanent de la jeunesse est une tribune ouverte à l'expression des différents points de vue sur des enjeux importants pour la société québécoise.

Les textes publiés dans cette collection ne représentent pas la ou les positions du Conseil permanent de la jeunesse.

Leur reproduction est autorisée à la condition d'en indiquer l'auteur et la source.

Comité organisateur du Forum de discussion
Geneviève Baril, vice-présidente

Synthèse et rédaction
Véronique Raymond

Production
Francine Griffith

Révision linguistique
Charlotte Gagné

Cette publication a été produite par le

Conseil permanent de la jeunesse
12, rue Sainte-Anne, 2e étage
Québec (Québec) G1R 3X2

Gouvernement du Québec
Dépôt légal – 2003
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-550-41994-4

Remerciements

Les membres du Conseil permanent de la jeunesse tiennent à remercier la centaine de jeunes, représentantes et représentants des organismes jeunesse, qui ont participé activement au Forum de discussion « Un regard rétrospectif sur la campagne électorale provinciale 2003 ».

Le Conseil, en plus du soutien de son personnel et de ses membres, a également bénéficié de l'apport de personnes qui ont investi leur temps et leur énergie dans l'organisation et la tenue du Forum de discussion. Du même coup, celles-ci ont démontré qu'elles croyaient au bien-fondé de cet exercice de prise de parole et de consultation.

Enfin, le Conseil ne peut passer sous silence la contribution exceptionnelle de messieurs Marc-André Gravel, John Parisella et Guy Chevrette qui ont accepté de participer à cet événement.

À toutes et à tous, mille fois merci!

Table des matières

Mise en contexte 5

Aspects méthodologiques 5

Questions 5

Synthèse des propos des panélistes 6
- Présentation des panélistes 7
  - M. Marc-André Gravel
  - M. John Parisella
  - M. Guy Chevrette
- Échanges 12
  - De la notion de changement 12
  - La place des jeunes au sein des partis 12
  - Les médias sous toutes les coutures 13
    - Changer la dynamique
    - Retourner « sur le terrain »
    - Introduire une régulation par l'État
    - Médias et déficit démocratique
  - Les débats de fond : évacués? 16
    - Le nationalisme
    - La proportionnelle
    - Le vieillissement de la population
    - L'environnement
    - La santé
  - En conclusion 18

Synthèse des propos des jeunes 20

Retour sur les échanges avec les analystes politiques 21

Engagement des jeunes en politique 22

Enjeux et débats de la campagne électorale 24

Rôle des médias 25

Personnes présentes au Forum de discussion 28

Les membres du Conseil permanent de la jeunesse 2001-2004 30

Annexe 31

Mise en contexte

Le Conseil permanent de la jeunesse a décidé d'organiser un Forum de discussion sur la dernière campagne électorale au Québec. Il a convié des jeunes et des représentantes et représentants des organismes jeunesse du Québec afin de recueillir leurs points de vue sur divers aspects touchant le déroulement de cette campagne de 2003. Ce sont les propos échangés à cette occasion qui sont rapportés dans le présent compte rendu.

Aspects méthodologiques

Le Forum de discussion s'est tenu le dimanche 4 mai 2003 et les personnes présentes ont librement choisi d'y participer. L'objectif était de favoriser l'expression des idées des jeunes et de faire valoir l'expertise des organismes jeunesse intéressés par le sujet traité.

La rencontre a débuté par l'exposé des panélistes, M. Marc-André Gravel, M. John Parisella et M. Guy Chevrette qui ont présenté leurs vues sur la campagne électorale provinciale 2003. Ces présentations ont été suivies de discussions entre les participants et les panélistes. La deuxième partie de la rencontre a été consacrée aux échanges d'idées sur les thèmes suggérés.

La discussion, animée par un modérateur, a été enregistrée et notée par un observateur externe. Le présent rapport constitue une synthèse du compte rendu intégral des propos échangés. Le Conseil ne prétend pas que ce document rende compte des points de vue de l'ensemble des jeunes et organismes jeunesse sur la question.

Questions

Afin de lancer le débat, plusieurs thèmes ont été soumis aux participantes et aux participants :

- la montée de l'ADQ;
- les sondages réalisés depuis un an sur les partis politiques (CROP, Léger Marketing, SOM, sondages internes);
- les enjeux débattus par les partis politiques;
- la place de la campagne électorale dans les médias d'information;
- le débat des chefs;
- les chefs des partis politiques;
- les résultats du vote;
- le taux de participation au scrutin;
- le système politique et le mode de scrutin;
- le nouveau gouvernement, etc.

Synthèse des propos des panélistes

Présentation des panélistes

Mme Geneviève Baril, vice-présidente du Conseil permanent de la jeunesse, rappelle les objectifs de la rencontre et présente les panélistes : M. Marc-André Gravel, M. John Parisella et M. Guy Chevrette[1]. Les trois analystes, d'allégeance politique différente, effectuent un retour sur la dernière campagne électorale provinciale.

M. Marc-André Gravel

M. Gravel lance ainsi le débat : « On nous avait annoncé une campagne historique, une première campagne où il y aurait des débats de fond, une lutte à trois. » Il est d'avis que ces aspects ont été éclipsés, notamment par la guerre en Irak. D'autres sujets brûlants de l'actualité ont aussi détourné l'attention vers des questions de moindre intérêt. Contre toute attente, la campagne n'a pas soulevé les passions comme en fait foi le taux de participation au scrutin, l'un des plus bas de l'histoire du Québec depuis 1927 alors que les femmes n'avaient pas encore le droit de vote.

M. Gravel estime que les enjeux posés en début de campagne ont été esquivés, par exemple le vieillissement de la population. Il avance que le débat sur la révision du rôle de l'État n'a pas eu lieu pour des raisons électoralistes et rappelle les positions prises par M. Facal sur la question. La restructuration du système de santé, la nécessité de le remodeler et de considérer l'apport d'un financement privé à moyen terme sont aussi passés sous silence. Enfin, la dette et le fardeau fiscal ont été occultés, juge M. Gravel, si l'on exclut la promesse libérale d'octroyer 27 % de réduction d'impôt au cours de son mandat. À défaut de telles discussions, les quatre enjeux de la campagne électorale auront été les « défusions » — auxquelles les médias ont accordé beaucoup d'importance — la semaine de travail de quatre jours, la santé et « l'affaire Parizeau ».

Les quatre thèmes ont été traités de façon ambiguë, affirme M. Gravel. Au jour de l'élection, personne n'avait encore véritablement obtenu de réponses aux questions sur les « défusions ». Pour ce qui est de la semaine de travail de quatre jours, les données réelles ne sont arrivées que très tard dans la campagne électorale et le projet a prêté le flanc aux critiques. En matière de santé, il a particulièrement été question de l'ajout d'argent neuf dans le système qui « se fera sur le dos des générations suivantes », commente M. Gravel. Finalement, pour ce qui est de « l'affaire Parizeau », si elle a fait couler beaucoup d'encre, elle s'est révélée, après analyse, une nouvelle montée en épingle de l'événement puisque M. Parizeau n'avait fait que se reporter aux propos qu'il avait tenus antérieurement, tout en s'amendant.

Le véritable débat aurait dû porter sur le vieillissement de la population. D'ici 25 ans, la proportion des plus de 65 ans doublera, passant de 19 à près de 40 %. Depuis plusieurs années, le taux de natalité au Québec se situe en deçà de deux enfants par femme. Le vieillissement de la population aura des répercussions sur le coût d'utilisation du système de santé, puisqu'une personne de plus de 65 ans est plus susceptible d'y

[1] Une notice biographique de chacun est fournie en annexe.

avoir recours qu'une personne de 40 ans. En ce sens, elle « coûte plus cher » au système de santé. L'impact financier sur les générations suivantes sera non pas très important, mais dévastateur. Un autre pays connaît aussi une situation similaire, soit le Japon où la baisse démographique est majeure. La crise qui sévit au Québec est plus importante que celle des autres provinces canadiennes. Tous les autres enjeux découlent du vieillissement de la population puisque les infrastructures et les services seront affectés du fait que moins de gens pourront en payer le coût.

L'autre question qui a été évacuée est celle du nationalisme québécois, c'est-à-dire la position du Québec dans le monde et à l'intérieur de la fédération canadienne. À ce sujet, M. Gravel renvoie les participants au dernier numéro de la revue *L'actualité* qui contient un essai de Joseph Facal qui écrit, au sujet de Jean Charest : « Il se butera surtout à un casse-tête qui tient en un mot : la démographie. » Les jeunes travailleurs de demain financeront l'explosion des coûts engendrés par le déficit démographique. Ces questions se poseront sur fond de malaise démocratique.

Le dernier aspect commenté par M. Gravel concerne la descente de l'Action démocratique du Québec. Il estime que l'ADQ a décliné « parce qu'elle s'est dépouillée de la passion qui l'animait, notamment la passion nationaliste évacuée du discours de l'ADQ ». Durant sa remontée dans les sondages, ce parti était entre autres appuyé par un groupe de nationalistes désireux de changements. « Les spécialistes ont conseillé aux jeunes de laisser tomber des pans de discours, trop tranchés, et des pans de programme. [...] L'ADQ est devenue un parti politique plus traditionaliste. » Les sondages n'ont pas aidé non plus et on ne peut négliger leur impact sur la population. Finalement, l'engouement de la population ne s'est pas fait sentir, conclut M. Gravel.

M. John Parisella

Il rappelle qu'en 1947, un mouvement a été initié aux États-Unis pour modifier la Constitution de façon à limiter la période d'un parti politique élu à deux mandats consécutifs. Il note qu'au Québec, le principe d'alternance fait en sorte qu'aucun parti élu lors des onze dernières élections n'a rempli plus de deux mandats consécutifs. Cette élection n'a pas fait exception et s'est jouée sur la continuité versus le changement.

M. Parisella divise cette campagne en trois périodes. La première s'est déroulée au moment où Lucien Bouchard s'est retiré de la politique avec éclat : « Il n'y a pas de doute qu'à ce moment le déficit zéro était sous contrôle », commente M. Parisella. Bernard Landry est ensuite devenu premier ministre sans course au leadership. « Il contrastait avec Lucien Bouchard, étant plus un intendant qu'un être charismatique. » Un commentaire malheureux sur les femmes a consacré cette première période où le Parti québécois a commencé à tirer de l'arrière.

La seconde période, introduite par les « défusions », suscite beaucoup d'insatisfaction dans la population à l'égard du Parti québécois et favorise la montée de l'ADQ. À ce moment, le Parti québécois est toujours en baisse de popularité.

Au cours de la troisième période, « le PQ s'est mis à patiner, on a pensé qu'il allait remonter », poursuit M. Parisella. « Il est remarquable qu'il ait obtenu 45 sièges », conclut M. Parisella.

Cette campagne n'a donc pas modifié la toile de fond, à savoir que les gens voulaient du changement. La crise internationale y a pris beaucoup de place, mais les politiciens sont bien mal avisés de s'en plaindre. Ils ont eux-mêmes contribué à garder ce conflit à l'esprit des gens. Par exemple, les représentants des trois partis arboraient des rubans pour la paix lors d'une conférence de presse.

M. Parisella estime que le débat des chefs a consacré le désir de changement, mais que la tendance vers le Parti libéral du Québec était déjà enregistrée huit jours auparavant. L'arrivée de M. Yves Séguin, candidat vedette, aurait aussi été un élément important, selon lui, en raison de sa présidence à la Commission sur le déséquilibre fiscal. Finalement, le « travail de terrain » fait par M. Charest pour contrer son impopularité, incluant à l'intérieur de son propre parti, a porté ses fruits. « M. Charest est resté stable dans les sondages tout au long de l'automne. » Bref, la fin de la troisième période a été sanctionnée par le résultat de l'élection.

Dans la seconde partie de son exposé, M. Parisella s'interroge sur les leçons à tirer de cette campagne en matière de contenu. Il revient sur le rôle des médias. Les gens suivent les campagnes électorales de très près, mais l'information en continu laisse peu de temps aux partis pour réagir. Par ailleurs, on compte très peu d'émissions d'actualité au Québec et très peu de débats de fond dans les médias. On semble plus intéressé aux derniers potins qu'au contenu. La politique est plus difficile dans ce contexte, car les médias occupent une place prépondérante dans la vie des citoyens. Malheureusement, la critique est rare et aucun débat de fond n'est mené sur la place publique.

Le deuxième point du conférencier porte sur les sondages quotidiens. « Cet outil n'est pas fiable », constate M. Parisella tout comme d'autres personnes l'avaient fait en d'autres circonstances. Aucune technique de sondage ne peut mesurer les mouvements d'opinion et dégager des tendances journalières sur un même sujet. On ne peut mesurer les changements sur une période aussi courte que cinq jours, par exemple.

M. Parisella soulève, comme troisième point, la question de la proportionnelle. « Une question qui devra être traitée, mentionne-t-il. La victime de cette absence de proportionnelle a été l'ADQ. On verra dans l'avenir si cette question suscitera un débat. »

Le quatrième point du conférencier concerne le financement des campagnes électorales. Les députés s'emploient à la recherche de financement douze mois par année. « Il faudrait revoir la formule, juge M. Parisella, quitte à augmenter la part du public. »

Le dernier facteur dont il faudra tenir compte dans les campagnes à venir est la présence de l'Action démocratique du Québec. M. Parisella estime que l'ADQ a amené un nouveau souffle dans la politique et de nouveaux débats. Malheureusement, les débats de fond ont été évacués à la deuxième ronde de cette campagne électorale. L'ambivalence des adéquistes sur la question nationale n'a pas aidé et leur position devra être tranchée dans l'avenir. Le Parti québécois n'est pas sorti complètement défait de la dernière élection, mais le débat sur la souveraineté devra être fait. Or, « quand on pique les souverainistes, cela réveille les fédéralistes endormis », commente M. Parisella. Le défi pour le Parti libéral du Québec sera de commencer à changer le discours. « M. Charest est allé chercher des recrues intéressantes. On connaît leur valeur. Si le discours ne change pas, ces dernières vont se heurter à un désir de changement dans quelques années », conclut M. Parisella.

M. Guy Chevrette

M. Chevrette : « C'est la première fois en 27 ans que j'ai l'occasion de regarder l'élection de l'extérieur. J'ai eu plus de temps pour lire et regarder la télé. J'ai trouvé la campagne plate et ennuyante. On voit surtout les autobus de campagne et toujours les mêmes visages : Séguin, Audet, Marois, Legault. » Selon lui, à moins de s'y connaître en politique, on ne peut estimer la force des équipes, on ne peut identifier le noyau de l'équipe. Alors que les partis se targuaient d'être « des partis des régions », les enjeux régionaux ont été oubliés au profit des enjeux nationaux.

Pourquoi? M. Chevrette estime que la guerre a fourni un prétexte. « Je crois que c'était un désabusement collectif », lance-t-il. Selon lui, on n'a pas trouvé le moyen de suivre correctement les équipes. Sur le plan médiatique, il pointe les journalistes qui deviennent des roitelets qui se consultent sur le sujet à traiter. « Pourquoi ça a été plate? », se demande-t-il. « Notamment parce que les plates-formes étaient connues depuis longtemps, contrairement aux autres campagnes. » M. Chevrette juge que l'élection était fondée sur les perceptions et non sur le contenu.

« Charest a volé le pôle du changement à Dumont. L'erreur de Dumont a été de changer de cap fréquemment et d'adopter les manières des vieux partis. Des opportunistes se sont aussi greffés à l'ADQ en pensant qu'ils gagneraient. Dumont a pourtant réussi à lancer le débat sur la famille, sur les impôts. Mais dans une vision à court terme, les gens ont préféré mettre de l'argent dans la santé. La trouvaille du PLQ est d'avoir tablé sur la réduction des listes d'attente en santé. L'erreur monumentale pour les générations futures serait d'injecter davantage d'argent en santé. Il faut plus de souplesse. On estime que 40 % du budget y passe. »

M. Chevrette se dit en accord avec M. Gravel sur les conséquences du vieillissement de la population et sur la nécessité de se pencher sur la question. Par exemple dans le milieu du travail, il serait possible d'assouplir les horaires (8 h à 16 h ou 10 h à 18 h), sans que cela n'entraîne de coûts supplémentaires.

Il commente ainsi les bouleversements amenés par les sondages : « Le plus mal aimé est devenu le favori, le charismatique a dégringolé et l'intendant est devenu le grand-père. » Il aurait été intéressant d'introduire des débats chaque soir sur des thèmes pointus, par exemple la famille, de façon à obliger les individus à enrichir leur point de vue et leur programme. Mais la campagne a été articulée autour d'enjeux flous.

M. Chevrette se dit inquiet de la dépolitisation de la population. Il s'interroge : « Combien de gouvernements recueillent 52 % de satisfaction et se font battre? [...] Changer pourquoi? Pour changer? » Il juge cette attitude inquiétante et croit qu'il faut essayer de provoquer des débats de fond dans la société. Le vieillissement de la population sera véritablement « le » problème à régler pour l'avenir. En 2050, le rapport entre la population âgée et le reste des individus sera de un pour un. Certaines personnes devront travailler jusqu'à 70 ans parce qu'il n'y aura plus de main-d'œuvre. « Le Conseil permanent de la jeunesse sera peut-être une bougie d'allumage de même que les associations étudiantes, pour réfléchir sur le type de société qu'on veut. »

Il termine sur cette boutade : « S'il fallait que l'incohérence étouffe, il ne resterait plus beaucoup de vivants dans les partis politiques! »

Échanges

Les présentations des panélistes sont suivies d'une période de questions regroupées selon les thèmes présentés ci-dessous.

De la notion de changement

Geneviève Baril, vice-présidente du Conseil permanent de la jeunesse, introduit le débat en ces termes : « Les Québécois voulaient du changement, mais de quel genre de changement parle-t-on? »

M. Parisella avoue qu'il est difficile de répondre à cette question. En politique, le changement se présente souvent comme quelque chose d'intangible. Les gens veulent de nouvelles figures, de nouvelles idées ou de nouvelles façons de les aborder... Il admet qu'il est peu fréquent qu'un parti qui recueille un fort pourcentage de satisfaction auprès de la population perde néanmoins les élections. Quant à savoir pourquoi, M. Parisella émet quelques hypothèses liées aux positions péquistes sur les « défusions » et sur la souveraineté, mais qui ne sont, selon lui, que des explications partielles. M. Parisella estime que cette situation n'est pas particulière au Québec et qu'on la retrouve dans des formes similaires dans plusieurs démocraties.

Selon M. Chevrette, pendant une période de temps qui s'étend sur deux mandats, la population accumule du mécontentement. Les gens veulent changer quoi? Ils ne le savent pas. Le désir de changement est modulé par un ensemble de facteurs généraux et regroupés qu'il est difficile d'identifier précisément.

M. Gravel affirme, quant à lui, qu' « à chaque élection, quelqu'un se lève en disant qu'il incarne le changement ». Il est d'avis que les notions de changement et d'espoir sont intimement liées et que les partis politiques capitalisent sur cette donnée. On estime que 92 % des électeurs croyaient que peu importe le parti élu, il ne respecterait pas ses engagements. « Dans les années 60, le clergé était omniprésent. L'État s'y est substitué. Avant, on allait voir le curé, on va maintenant voir l'État. » Et les gens confient le pouvoir à un parti politique « dans l'espoir de ».

La place des jeunes au sein des partis

« Est-ce que les jeunes ont une place dans les partis ou est-ce qu'on ne joue qu'avec les vieux joueurs? Est-ce qu'on ne brime pas les nouvelles façons de faire des jeunes? », demande un participant.

« Oui, c'est un problème », reconnaît M. Parisella. Il n'y a pas de renouvellement dans les commissions jeunesse étant donné l'absence de course au leadership.

M. Gravel commente, quant à lui, le fait que, durant les partielles de juin 2002, tout l'entourage de M. Dumont avait moins de 35 ans et ce, jusqu'à la dernière campagne où le parti a assisté à « l'arrivée des opportunistes spécialistes ».

M. Chevrette dit ne pas avoir connu ce problème. Il estime qu'un parti qui ne se renouvelle pas est voué à l'échec. Mais il met en garde contre « le débat sur l'âgisme ». Il croit qu'une cohabitation harmonieuse est souhaitable dans la société : un comité de femmes, un comité de jeunes et un comité de vieux... « Plus les jeunes seront dynamiques, plus les vieux leur cèderont la place », dit-il. Il estime par ailleurs qu'il est nécessaire de rajeunir les structures, mais que peu importe l'âge des candidates ou des candidats, le vrai sens de la politique réside dans la représentation de la population.

Les médias sous toutes les coutures

Plusieurs participantes ou participants au Forum s'interrogent sur le rôle des médias et sur les impacts qu'ils ont eus sur la récente campagne électorale et qu'ils auront sur celles à venir.

Changer la dynamique

L'un des participants résume la situation en ces termes : « Les partis politiques sont partie prenante du traitement médiatique : trois " bus " de médias décident des enjeux à traiter; les attachés politiques font des communications; les médias cherchent « la petite bête », même s'ils ne sont pas toujours cohérents eux-mêmes. » Ce participant se demande comment arriver à modifier la situation et à faire changer les choses, comment aider la population à comprendre davantage cette dynamique.

M. Parisella est d'avis qu'il est plus facile d'analyser la situation que de trouver la formule gagnante. Mais il estime que si les débats de fond occupaient une plus grande place dans les journaux, la population y ferait écho. Les médias doivent, selon lui, réfléchir à leur travail. Il existe un problème de convergence : les grands médias sont poussés par les résultats et s'intéressent davantage au contenant qu'au contenu. Les politiciens sont aussi coupables de cet état de fait. « Moins il y a de consultants qui gravitent autour d'un chef, et meilleur c'est », dit-il.

M. Chevrette considère que les politiciens ont un rôle important à jouer dans ce changement. Les journalistes reçoivent des directives selon lesquelles ils doivent questionner les politiciens sur certains thèmes. Les politiciens doivent modifier le tir, par exemple en traitant d'un seul grand thème durant une journée. De cette façon, les journalistes n'auront pas la séquence commandée. « Quand un éditorialiste a besoin de trois éditoriaux pour faire la démonstration que la population doit voter pour le Parti libéral du Québec, c'est de la manipulation de l'opinion publique. Il y a une paresse intellectuelle... Les politiciens ont peur de la presse. La volonté de changement doit venir des partis. »

Selon M. Gravel, par ailleurs, la convergence de la presse mine sérieusement la démocratie au Québec. « Êtes-vous surpris que *La Presse* et *Le Soleil* aient fait des éditoriaux pour inciter à voter pour le Parti libéral du Québec? », lance-t-il aux participants. « *Le Devoir* recommandait de voter pour le Parti québécois. Le *Journal de Montréal* et le *Journal de Québec* n'étaient pas différents. Et d'une condescendance difficilement appréciable. » M. Gravel fait également remarquer que le temps d'antenne réservé pour chaque parti politique dans le journal télévisé au cours de la campagne était lié aux résultats des sondages. De sorte que si un parti recueillait 40 % d'appui dans les sondages, il avait 40 % du temps d'antenne. « On a le journalisme qu'on mérite », conclut-il.

M. Chevrette abonde dans le même sens et croit que la question du temps d'antenne accordé aux partis à l'intérieur du téléjournal doit être sérieusement remis en question. Au cours de cette campagne, selon lui, les médias semblent s'être dit : « Il est temps que Mario y goûte un peu – on l'a tellement aidé – il est temps qu'il voit qu'il est dans la vraie *game.* » De façon générale, les médias demeurent un élément important de la démocratie. « N'oublie jamais qui a le crayon. »

Retourner sur le terrain

Un second participant au Forum dit partager le point de vue des analystes concernant le travail effectué par les médias et la manière avec laquelle les politiciens tirent profit des travaux de ces derniers pour gagner les élections. Il note par ailleurs que si la population déplore l'absence de débat de fond, elle ne participe guère à ceux qui sont offerts. En effet, très peu de gens ont assisté au débat organisé dans son comté sur la problématique du vieillissement. Ce participant estime, en conséquence, que la meilleure façon de « contourner » les médias pour une candidate ou un candidat est de travailler sur le terrain, de rejoindre la base et de miser sur le militantisme et la mobilisation. Il cite notamment le travail « de terrain » effectué par un candidat dans la région de Chicoutimi.

M. Chevrette dit partager en grande partie ce point de vue et souligne en ce sens le travail effectué par M. Charest, travail qui a aidé à sa remontée politique. « Pour faire du pointage, il faut connaître les gens », dit-il. « Les partis politiques qui font du pointage par téléphone sont dépassés. » C'est ce qui expliquerait, notamment, la défaite de la candidate Marie Grégoire. « Marie Grégoire s'est fait battre parce qu'elle n'était pas dans son comté pendant l'élection. Le secret pour perdurer est d'être près des gens. [...] Les médias travaillent de plus en plus à la création de perceptions. »

M. Parisella signale que depuis son entrée en politique en 1978, le Parti libéral du Québec a changé ses méthodes. Avec l'arrivée de M. Claude Ryan, il a notamment adopté le porte-à-porte du Parti québécois. Depuis 1985, il note que les formations se sont transformées et que les ressources consacrées à cette méthode n'ont pas été renouvelées. Il revient donc sur la question du financement des partis politiques. « Pour faire des élections, on collecte l'argent dix mois par année. On a très peu de temps pour

amasser cet argent. Je souhaite que, dans les prochaines années, on cherche des façons de recueillir du financement public. »

Les idées comme les personnes ne sont, par ailleurs, que très peu renouvelées. M. Parisella s'interroge sur l'absence de course au leadership au sein des partis et met en garde contre le corporatisme. Il estime, par ailleurs, qu'une « redynamisation » de la base passe aussi par une revalorisation du rôle du député et un assouplissement de la ligne de parti.

M. Gravel mentionne que l'on répète aux politiciens : « Vous parlez à des gens qui ont en moyenne sept ans de scolarité; mettez votre discours à leur niveau. » Il estime qu'en nivelant le discours par le bas, il est difficile de regagner les gens qui ont perdu intérêt pour la politique et qui sont blasés.

Introduire une régulation par l'État

Un troisième participant au Forum souhaite revenir sur la question des médias, puisqu'il estime que peu de solutions ont été avancées. Il considère que l'État doit procéder à une régulation puisque le marché en est incapable. Les médias doivent, par ailleurs, être plus indépendants par rapport au financement privé.

M. Chevrette croit que, sans l'intervention de l'État, la concentration de la presse aura tendance à se consolider. Il appuie sa position par un exemple supplémentaire des stratégies mises en œuvre par les médias écrits. « Si vous n'êtes pas de la même allégeance politique, vous êtes sur la page de gauche et ceux qui feuillettent [le journal] ne le voient pas. »

M. Gravel juge, pour sa part, qu'une intervention de l'État devrait être extrêmement bien encadrée de manière à éviter le favoritisme. Toutefois, il reconnaît que la concentration de la presse est un problème auquel il faut s'attarder.

Finalement, M. Parisella manifeste une certaine réticence par rapport à une loi-cadre, car il croit que l'État et les médias doivent être séparés.

Médias et déficit démocratique

Un dernier participant demande aux panélistes ce qu'ils pensent de Télé-Québec dans ce cadre. Il s'interroge également sur l'avenir de la politique au Québec. Il soutient qu'une relève jeune est en train de se préparer, mais qu'elle fonctionne en réseau. Il mentionne, à titre indicatif, qu'environ le quart de ses amis n'ont pas voté lors de la dernière élection. Il est difficile de rejoindre les gens et le principal outil pour y arriver est sans conteste les médias.

M. Chevrette croit que Télé-Québec est un outil intéressant, mais que nous ne savons pas nous en servir. Il continue de penser qu'il faudrait d'abord « un bon bulletin de nouvelles ».

M. Gravel revient rapidement sur l'attitude des analystes politiques qui, selon lui, sont très condescendants, ce qui ne l'encourage pas pour l'avenir.

M. Parisella fait le point sur l'important déficit démocratique dont souffrent les États-Unis et qui affecte la planète entière. Pour le résorber, il faut, selon lui, l'attaquer d'une façon plus large en passant notamment par l'éducation.

Les débats de fond : évacués?

Le nationalisme

Un participant s'interroge sur l'impact de l'évacuation de la question du nationalisme des débats et des enjeux électoraux.

Selon M. Chevrette, c'est l'ADQ qui en a surtout souffert, puisque la population ne savait pas dans quel camp le parti se situait. Un point de vue que partage M. Gravel qui, de plus, y voit une explication possible au faible taux de participation de la population aux élections.

De son côté, M. Parisella estime qu'il est vrai de dire que la question nationale, qui rejoint l'ensemble de la population, a été évacuée. Mais dire que le nationalisme a été évacué, c'est dire que le parti élu n'est pas nationaliste, ce qui est faux, tient-il à préciser. Être fédéraliste ne veut pas dire ne pas être nationaliste. Il y a différentes formes de nationalisme, il peut être de nature culturelle, économique ou encore linguistique. Chacun des partis tente de servir les intérêts du Québec.

La proportionnelle

La question de la proportionnelle, mentionnée par les analystes politiques, est ramenée par une participante qui souhaite entendre leur point de vue sur la pertinence de séparer l'exécutif du législatif.

M. Chevrette note qu'il est difficile de trouver un type de proportionnelle qui n'entrave pas la représentativité de l'État. Puisqu'on doit appliquer le critère « un ministre par région », la répartition entre Montréal — où se situe la plus grande concentration de la population — et les autres régions pose problème. Selon M. Chevrette, une commission spécialisée devra établir les lignes directrices en la matière.

M. Gravel croit, pour sa part, qu'une proportionnelle pure n'est pas souhaitable et qu'il faut plutôt envisager une proportionnelle mixte. Cette avenue mènerait à une saine

démocratie, selon lui. À titre d'exemple, il rappelle qu'en 1998 les libéraux avaient recueilli plus de votes que les péquistes tout en ayant moins de sièges au Parlement. Les dernières élections ont amené un gouvernement majoritaire libéral. Or, le Parti libéral du Québec n'a obtenu que 2% de plus des voix exprimées comparativement à l'élection de 1998[2]. Selon M. Gravel, il y a des questions à se poser par rapport à cette réalité. « On se tire dans le pied pour ce qui est de la force démocratique », dit-il. Et il ajoute : « Je ne crois pas à la venue de la proportionnelle avec le gouvernement Charest. »

M. Parisella précise qu'il faut tenir compte du fait que nous sommes dans un système parlementaire où les pouvoirs législatif et exécutif ne sont pas séparés. L'élection d'un président au suffrage universel n'est pas adéquate dans un tel système.

Le vieillissement de la population

Comment les deux grands partis ont-ils pu évacuer la question du vieillissement de la population, se demande une participante. Est-ce parce que le sujet, les solutions ou encore les deux font peur? Comment les partis se réapproprieront-ils cette question dans l'avenir?

M. Parisella considère que la démographie est un élément clé pour tous les partis, et qu'elle se rattache à celle de la santé. Il est clair que des gestes doivent être faits. Cette campagne comportait également d'autres enjeux, notamment la question des « défusions » parce que les fusions ont été faites sans consulter la population. Le débat sur les impôts en relation avec le vieillissement de la population reste à faire et il relève de la responsabilité collective.

Les partis ont choisi de ne pas traiter la question du vieillissement pour éviter de s'aliéner une partie de la population, prétend M. Gravel. Ainsi, un sondage démontre qu'on préfère investir dans les services plutôt que dans la réduction des impôts. Au Québec, 42 % des gens ne paient pas d'impôt.

M. Chevrette estime, pour sa part, qu'il est humain que ces sujets n'aient pas été traités durant la campagne parce que les partis se seraient ainsi sabordés. Cependant, en dehors des périodes électorales, le gouvernement devra provoquer des débats à ce sujet. Les baby-boomers ont beaucoup profité du système. Aujourd'hui, la situation est inversée. Il faut prendre le taureau par les cornes. Par ailleurs, il faut souligner qu'en dehors des partis politiques, les groupes d'intérêts – qui eux ne sont pas en élection – n'en n'ont pas parlé non plus, alors que c'est leur rôle, dit M. Chevrette.

---

[2] Le Parti libéral du Québec avait obtenu 43,5 % des voix exprimées en 1998 tandis que le Parti québécois en avait obtenu 42,9 %. En 2003, le Parti libéral du Québec a obtenu 45,9 % des voix tandis que le Parti québécois a obtenu 33,2 %.

L'environnement

« Le vieillissement de la population, on va y survivre », dit un autre participant. « Mais l'environnement est une question qui entraînera des répercussions à plus long terme et aucun des partis n'a fait de proposition sur la question. Qu'est-ce qui se passe en transport, par exemple, et pourquoi aucun des partis n'y investit? »

Le vieillissement de la population est une importante problématique et il faut intervenir, répond M. Gravel. Par ailleurs, il y a un parallèle à faire entre le vieillissement de la population et l'environnement : c'est la même problématique.

En matière d'environnement et de transport, M. Chevrette croit qu'il faut opter pour le transport en commun sous toutes ses formes puisqu'il a une influence monstre sur l'environnement et sur la santé. Grâce à un investissement en ce domaine, le coût des laissez-passer a été réduit pour certaines catégories de la population. Mais l'éducation des jeunes doit s'amorcer plus tôt. Les gouvernements pourraient aussi opter pour un incitatif de nature fiscale pour les compagnies pour persuader les citoyens d'utiliser les transports en commun. Les changements s'étaleront sur une période de dix ans, voire même de quinze ans.

La santé

La dernière question abordée dans ce bloc porte sur la santé. Un participant rappelle qu'en la matière, « on doit prévenir plutôt que guérir ». Il propose d'investir de l'argent pour favoriser la pratique de l'activité physique à l'école afin de prévenir les problèmes de santé et souhaite entendre les réactions des analystes sur cette proposition.

M. Parisella est d'accord pour dire que la prévention est essentielle, mais il note que les ressources sont insuffisantes. De son côté, M. Gravel juge qu'actuellement, il n'y a aucune promotion de l'activité physique, et il devrait y avoir des engagements gouvernementaux en ce sens.

En conclusion

Les analystes des trois allégeances politiques sont invités à conclure, en quelques mots. M. Parisella remercie les participants pour l'accueil et la qualité des débats. « Je suis positif et optimiste par rapport à la sagesse collective qui poussera notre société à enclencher des débats et à trouver des solutions », affirme-t-il. La représentativité est l'essence même de la démocratie. En résumé, il qualifie la campagne « d'élégante ». Il invite les jeunes à maintenir leur participation dans divers milieux et à considérer la possibilité de s'engager en politique.

De son côté, M. Gravel rappelle qu'en 1994, un nouveau parti politique est né, parti qui a recueilli 18 % des voix à la dernière élection. Il y a de l'espoir pour les jeunes et leur rôle dans la société et la politique. Il espère que les partis « feront moins de *partisanerie* » et travailleront davantage ensemble pour aller au fond des choses.

Le mot de la fin revient à M. Chevrette : « Organisez-vous pour exercer votre influence à tous les niveaux, dans les partis et les mouvements. Les débats de fond sont rarement engagés par l'État, mais bien par des groupes et ils viennent de la base. Quand on est en politique, on a le nez collé dans la vitrine et on ne voit pas ce qui se passe en bas. Les meilleures idées naissent de la société. Les jeunes sont ceux qui sont les plus susceptibles de faire changer les choses. »

Synthèse des propos des jeunes

La seconde partie de ce Forum de discussion est réservée aux échanges de vues entre les participantes et participants sur la campagne électorale provinciale du printemps 2003.

Retour sur les échanges avec les analystes politiques

Geneviève Baril amorce les échanges : « Quelles sont vos impressions par rapport aux présentations et aux discussions qui se sont déroulées en matinée? Par exemple, qu'est-ce qui vous a plu ou déplu? »

Un premier participant trouve surprenant le jeu médiatique qui écarte les débats. Pour la démocratie, il trouve important de poursuivre les échanges d'idées et se demande pourquoi, en dehors des campagnes, on ne favorise pas l'émergence de nouveaux courants d'idées. Les partis doivent changer leurs façons de faire. On a vu seulement les chefs durant cette campagne. La participation des citoyens n'est pas facile et pourtant souhaitable, estime-t-il.

Un second dit ressentir un certain malaise par rapport au refus du conflit exprimé par M. Gravel qui prétend que « la politique doit être moins partisane ». « Attention, dit-il, on ne doit pas évacuer la politique qui repose sur le conflit, sans quoi on va laisser la politique aux gestionnaires. » Il estime que les citoyens sont de moins en moins capables de se reconnaître dans la politique. On assiste à la « technocratisation » de la politique, on donne des solutions administratives aux problèmes. « On doit se réapproprier le débat », conclut-il.

Un autre intervient en ce sens en précisant que ce qui est dérangeant, c'est l'absence ou le peu d'échanges d'idées. Il croit que le consensus n'est pas toujours souhaité. Or, en temps d'élection, selon lui, on essaie de convaincre l'autre de son idée plutôt que d'en débattre. Il souhaite que, pour les campagnes à venir, les citoyens puissent participer à des débats « non pollués » par des articles percutants.

Une quatrième personne identifie le temps comme étant l'une des contraintes : temps pris par les citoyens pour s'informer et temps pris par les médias pour informer la population. Ainsi, en raison du peu de temps alloué aux partis politiques à un débat, des sujets très complexes sont traités en quelques minutes.

Un représentant d'un organisme jeunesse note par ailleurs que la participation de la société civile a été plus ou moins forte lors de la dernière campagne. Il prétend que l'impact-média était beaucoup plus grand puisqu'il y avait non pas deux, mais bien trois autobus de campagne. Il mentionne que son organisme a, quant à lui, misé sur le fait que l'élection se joue avant plutôt que pendant la campagne électorale pour tenter d'influer sur les programmes des partis.

Un autre représentant réagit aux propos de M. Chevrette : « De l'intérieur, je n'ai pas trouvé la campagne ennuyeuse. Si on limite l'analyse de la campagne aux seuls 33 jours, oui c'était ennuyeux, mais si on remonte à un an et demi, ça ne l'est pas », dit-il.

Il juge que les libéraux ont fait une bonne campagne et que les gens ont voté pour l'alternance. Malgré un haut taux de satisfaction à l'égard du gouvernement, malgré l'enthousiasme des gens par rapport au programme, ils voulaient un changement. « Une élection ne se gagne pas avec un bilan », conclu-t-il. Selon lui, le Parti québécois incarnait l'avenir avec sa politique de conciliation travail-famille et le meilleur programme en éducation. Mais le PQ n'aurait pas suffisamment fait la démonstration des dangers de l'élection d'un gouvernement libéral. « On l'a fait pour l'ADQ, par exemple pour la question de la santé. Mais on ne l'a pas fait pour le Parti libéral du Québec, qui est l'ADQ à petite dose. Pourtant, le cadre budgétaire était transparent : investissements en santé et gel partout ailleurs, donc un recul en environnement, en éducation et autres », affirme-t-il. Il aborde finalement la question des médias. Les journalistes ont l'impression d'être manipulés lorsqu'ils parlent de sujets choisis par les partis. On a également vu surgir dans les médias, au cours de cette campagne, la formule des tables rondes avec des citoyens. Les partis devront s'ajuster à cette nouvelle façon de faire.

L'un des participants au Forum précise que le Parti libéral du Québec propose de geler la masse budgétaire des différents ministères et non pas les budgets discrétionnaires. Sur le plan des communications, il revient sur le fait que les libéraux ont dévoilé leur programme politique avant les autres. Il abonde dans le même sens que certains des intervenants précédents en affirmant que sur le plan des débats, chacun des partis était limité dans le temps. En comparaison avec 1998, où il avait surtout été question de la SGF, les partis ont cette fois-ci abordé les sujets de la conciliation travail-famille, des baisses d'impôt, etc.

Engagement des jeunes en politique

Geneviève Baril relance le débat sur les conditions qui facilitent l'engagement des jeunes en politique.

Un premier participant répond qu'au-delà des organismes qui devront faire de la place aux jeunes se trouve l'individu et ses propres responsabilités. Il estime cependant que les efforts consentis pour faire adopter aux jeunes des habitudes de lecture constituent un facteur déterminant dans le développement de la politisation des jeunes. Pour favoriser la démocratie, croit-il, il faut favoriser la lecture. Au Québec, très peu de gens lisent les journaux et ceux qui le font sont déjà très politisés. Or, l'objectif des candidates et candidats qui font campagne est de convaincre les gens qui ne sont pas politisés de voter pour eux. Il conclut donc que les journaux n'ont qu'un mince impact sur la population. Le fait qu'il n'y ait pas d'hebdomadaire au Québec a également une influence, selon lui.

Une autre intervention met aussi l'accent sur l'individu. Le participant croit que l'engagement des jeunes en politique dépend, avant tout, de chacun d'eux et non pas des partis politiques. « Les gens qui veulent faire changer les choses s'engageront », affirme-t-il. Il croit, par ailleurs, que l'éducation et la participation à des activités parascolaires peuvent favoriser ce désir chez les jeunes.

Une participante estime qu'au-delà de la détermination personnelle, l'image du chef peut inciter les gens à s'engager dans un parti. C'est ainsi que les jeunes pourraient s'identifier davantage à l'Action démocratique du Québec du fait que Mario Dumont est plus jeune que les autres chefs et que l'ADQ compte plus de jeunes dans ses rangs en proportion. Une autre représentante de l'ADQ souligne que l'engagement politique comporte une composante émotionnelle. Par exemple, à l'ADQ, l'esprit de famille compte autant que les convictions.

Une représentante du Parti libéral du Québec considère que les jeunes déjà engagés doivent « aller chercher les autres » afin de changer l'impression selon laquelle les gens ne peuvent rien changer. Il importe donc de leur démontrer qu'ils peuvent participer notamment aux partis politiques en faisant connaître le rôle et le pouvoir décisionnel des commissions jeunesse au sein des partis.

Deux autres participants s'accordent pour dire qu'« il faut leur démontrer que ça sert à quelque chose concrètement, leur faire comprendre le pouvoir de cet engagement et faire valoir ce que pourrait donner cet engagement. Qu'ils voient comment ils peuvent faire avancer les choses et dans quels délais ».

Dans ce sens, l'un des participants croit qu'il faut marteler le fait que le programme du parti n'est pas immuable et qu'il est possible de faire changer les choses, autant pour les jeunes que pour les moins jeunes. Un autre jeune mentionne qu'il ne croit pas que plus de jeunes étaient impliqués en politique dans les années 50.

« Comment aller chercher les jeunes? Par la porte d'en arrière », commente une autre personne. « Il est plus difficile de convaincre quelqu'un de s'engager dans un parti « en achetant la bible au complet ». Une personne qui n'est pas engagée n'y viendra pas pour changer quelque chose en particulier. Il faut donc favoriser le passage [vers les partis politiques] par la création d'autres groupes d'abord, en les associant à des groupes d'intérêts ». Cette avenue est intéressante, comme en témoignent les nouvelles formes d'engagement. « La jeune génération actuelle n'a pas le poids du nombre. La passion du militantisme se bâtit sur des succès. On ne s'engage pas d'abord dans un parti politique, mais on milite plutôt pour diverses causes », ajoute un participant. Il y a, par exemple, un grand écart entre ce que les jeunes savent du syndicalisme et ce qui s'y fait. Il estime, en conséquence, que le militantisme peut déboucher sur autre chose.

Il est possible, prétendent certaines personnes, de favoriser l'engagement des jeunes en les politisant par l'intermédiaire de l'État et du système d'éducation. L'un d'eux estime qu'une autre réforme du primaire et du secondaire sera nécessaire pour arriver à créer un intérêt pour la politique et pour déterminer ce qu'on doit enseigner aux jeunes. Un autre encore pense, par exemple, que dans le cadre du cours d'éducation à la citoyenneté au secondaire, il serait intéressant d'inviter des représentants des partis politiques et de faire connaître les différents programmes. Un moyen supplémentaire serait d'accorder le droit de vote à 16 ans. Ce participant pose le constat suivant : « La

politique repose sur le collectif alors que nous vivons dans une société individualiste. » Il propose donc d'instaurer un service civil pour que les jeunes s'engagent dans la société et prennent conscience des enjeux en cause.

Effectivement, commente un autre participant, la technocratisation de l'espace public enferme les individus dans une approche comptable, sans vision de ce qu'on veut être socialement. « On dit qu'il faut aller chercher les gens là où ils sont. On doit plutôt les convaincre de réintégrer l'espace public. Il faut cesser de véhiculer l'idée que la société est fragmentée. Il y a un sentiment de dépossession. Les partis politiques, par leur capacité à proposer une vision d'ensemble, peuvent revaloriser la démocratie par un langage fort », lance-t-il.

Un représentant d'un parti politique mentionne que la dépolitisation et le désengagement sont des problèmes que les partis ont, de façon générale, rencontrés sur le terrain lors de la dernière campagne. Chaque formation politique veut rejoindre les idéaux des jeunes. Il est vrai que l'école fait une mince place à la politique et aux différentes formes d'engagement.

Finalement, un dernier intervenant veut rétablir les faits : il y a des jeunes à l'Assemblée nationale et dans les partis politiques actuellement. « Un de nos objectifs, durant cette campagne, était de faire la démonstration aux jeunes qu'il est nécessaire d'aller voter. Même s'ils sont politisés, un grand nombre d'entre eux ne vont pas voter. Les thèmes comme la mondialisation, la souveraineté, l'environnement, la préservation des services publics intéressent les jeunes, mais on en a peu entendu parler. » Les jeunes ne se retrouvent donc pas dans le discours des partis et ne se sentent pas interpellés. Il poursuit : « Nous [l'aile jeunesse] avions une grande autonomie par rapport au parti et nous avons extrait des sujets qui intéressaient davantage les jeunes. Mais dans les institutions publiques comme le réseau de l'éducation, les partis politiques n'ont pas leur place. [...] Je crois que ça explique une partie du problème. »

Enjeux et débats de la campagne électorale

À la suite de ces interventions, Geneviève Baril commente : « À la lumière des propos qui ont été tenus ce matin, le débat semble tourner autour des enjeux qui ont ou n'ont pas été débattus pendant cette campagne. »

Les enjeux d'une campagne achoppent parfois sur des détails, commente une participante, alors que les enjeux fondamentaux, ceux qui sont reliés à des valeurs sociétales, par exemple le rôle de l'État, sont évacués.

La question des enjeux recoupe la précédente sur la manière de rejoindre les jeunes, affirme un autre participant. À partir du moment où les jeunes s'engageront et se politiseront, les partis n'auront d'autre choix que de les entendre. La difficulté pour les partis réside dans la mouvance et la mobilité des enjeux.

Pour les jeunes, termine un troisième, les enjeux ne sont pas définis par les trois commissions jeunesse des partis, mais bien par leur entourage, leurs amis et leur famille. C'est pourquoi il estime qu'il faut instaurer un service civil.

Rôle des médias

Mme Baril demande aux participants quelles sont les autres thématiques qu'ils souhaiteraient aborder. « Par exemple, quelles solutions proposeriez-vous pour modifier le rôle des médias? »

Un premier participant prétend qu'actuellement, personne ne peut critiquer le travail d'un journaliste, mis à part son patron, et qu'il n'y a pas de réelle défense d'une éthique journalistique. Il propose donc la création d'un comité de discipline composé de pairs et chargé de traiter les plaintes et d'imposer des sanctions, le cas échéant.

« Tous sont victimes du traitement médiatique. Il faut le moins possible se laisser déstabiliser par les interventions des journalistes. Les partis leur donnent aussi ce qu'ils ont envie d'entendre. Il faudrait trouver d'autres canaux pour véhiculer nos idées. Il faut se mobiliser et faire du porte-à-porte. L'aspect punitif que sous-tend un comité de discipline ne changera rien et pourrait même amener une couverture négative de la politique par la suite. Le journalisme devrait être un métier avant tout », s'objecte une deuxième participante.

Un troisième mentionne qu'« on doit envoyer un message clair aux médias de façon à les forcer à l'autocritique. Le Conseil permanent de la jeunesse et les groupes jeunes pourraient jouer ce rôle ». Ce à quoi le quatrième répond qu'ils n'ont pas toujours la possibilité de le faire. Par exemple, pendant la campagne, les jeunes n'étaient pas importants à côté des chefs dans les médias. « Il n'y a pas de solutions miracles », dit ce dernier.

Une cinquième participante intervient en rappelant que les médias sont un moyen pour diffuser l'information. Selon elle, une partie du problème réside dans le fait qu'ils sont financés par des sources privées. De fait, ils doivent défendre eux-mêmes leurs propres intérêts. Ils sont le quatrième pouvoir. Il n'y a pas de mécanisme qui fait contrepoids à ce jeu, qui a le pouvoir de le réglementer de façon à ce que la population soit bien informée.

Les partis politiques, qui sont à la base de la démocratie, ont la responsabilité de s'assurer que les gens soient mieux informés, avance un intervenant. « Un parti politique est composé de citoyens qui s'allient pour défendre des idées; c'est ça leur rôle », dit-il. « Je pense que les partis devraient animer des débats politiques pour mettre des enjeux en avant, qu'ils ne devraient pas seulement faire des débats partisans à l'intérieur des partis. » Il croit que l'État devrait financer les partis politiques à cette fin. Il suggère que les ailes jeunesse étudient cette question et proposent un modèle, dans leur propre intérêt et dans celui des partis. Un modèle à l'image des partis politiques des pays scandinaves, par exemple.

Par ailleurs, affirme un autre participant, « si la couverture médiatique est devenue ce qu'elle est, c'est à cause des partis politiques. Il faut arrêter de s'imaginer que les journalistes sont à notre service ». Il faut certes faire attention à la concentration de la presse, mais si les partis veulent que les enjeux de fond soient couverts, le contrepoids est dans la mobilisation de masse, croit-il.

Abondant dans le même sens, une autre personne cite les rassemblements des militants qui donnent souvent lieu à une couverture médiatique. « Il faut arrêter d'orienter nos propositions en fonction de la couverture médiatique. Il faut investir en fonction de la mobilisation de la population. On peut articuler une certaine politique en fonction des médias, mais surtout par la mobilisation, par les assemblées sur le terrain. Il faut se réapproprier une pratique de mobilisation et retourner vers le milieu, imposer nos priorités et défier les médias dans l'établissement des priorités. »

Un point de vue que ne partage pas une autre participante qui estime plutôt que les médias se soucient plutôt des tirages et recherchent des nouvelles sensationnelles. « On a beau "livrer" notre message de la façon la plus intègre possible, ils vont sciemment en retenir certaines parties plus controversées. Il faut que les gens puissent se faire une opinion, que les informations soient complètes et non tronquées », dit-elle. Pour cela, elle croit que les politiciens des différents partis doivent afficher plus de solidarité par rapport aux médias, au-delà des différences partisanes et cela, pour le respect de la politique.

Un participant réagit aux propos échangés et affirme que le problème des médias est un faux problème. La véritable question est celle de l'intérêt des citoyens par rapport à la politique. Le véritable défi est de faire en sorte que les citoyens s'intéressent plutôt aux grands enjeux qu'aux détails. Après quoi, selon lui, les médias vont s'ajuster.

Malgré les interventions précédentes, un des participants fait remarquer que le problème des médias semble être celui de la convergence, de la concentration et des perceptions. Les journalistes se consultent sur ce que sera la nouvelle et disent tous la même chose, une approche convergente qui évacue le débat public. « Il y a des *clips* de deux minutes, des phrases coupées. Le bulletin de nouvelles ne reflète pas la préoccupation de la population parce que chaque journal vise une clientèle particulière (par exemple, 15 % de la population), parce que le produit n'occupe que 5 % du marché , etc. »

Un des participants soutient qu'il ne faut pas associer la défaite de certains partis uniquement au traitement médiatique. Il faut prendre acte de leur évolution dans le traitement des campagnes électorales. Par exemple, durant celle qui nous occupe, ils se sont lancés dans une comparaison des programmes et des thèmes et les partis s'y sont pliés. Les médias provoquent, par ailleurs, un phénomène d'accélération des tendances. Par exemple, la couverture de la campagne de Mario Dumont était positive un jour, négative le lendemain. « Un changement du tout au tout. Les médias cherchent à accélérer les tendances », dit-il. On ne peut oublier que les médias ont de moins en

moins de moyens. « Même s'ils essayaient de montrer toute une équipe, ils ne couvriraient que les chefs. Ils ne peuvent couvrir que les autobus et les topos sont très semblables parce qu'ils résultent d'une concertation. »

« Les médias véhiculent certaines images négatives », commente un autre participant. Il suggère que l'on explore d'autres outils de communication et que l'on mette sur pied des sites d'information politique dans Internet.

« Finalement, résume la dernière personne à prendre la parole, les trois partis dénoncent le traitement des médias. Peut-être qu'ils ont trop d'attentes. Il ne faut pas se surprendre qu'ils cherchent « la » nouvelle : ce sont des entreprises qui cherchent le profit avant tout. Les partis doivent s'y adapter. »

Personnes présentes au Forum de discussion
« Un regard rétrospectif sur la campagne électorale provinciale 2003 »
Le samedi 4 mai 2003

Siegfried Mathelet	
Benoît Riopel	
Jocelyn Huot	
Daniel Goupil	
Simon Gaudreault	
Carol Gilbert	
Nicolas Fournier	
Alexis Boyer-Lafontaine	Assemblée nationale
Pierre-Luc Lavoie	Association générale des étudiants et étudiantes de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Christian Giguère	Centre de développement de l'exercice de la citoyenneté
François Robert	Centre de développement de l'exercice de la citoyenneté
Geneviève Huot	Chantier de l'économie sociale
Pascal Jean Baptiste	Chantier jeunesse
Vincent Geloso	Comité des jeunes de l'Action démocratique du Québec
Caroline Morgan	Comité des jeunes de l'Action démocratique du Québec
Éric Champagne	Comité national des jeunes du Parti québécois
Dominic Léveillé	Comité national des jeunes du Parti québécois
Sébastien Cloutier	Comité national des jeunes du Parti québécois
Alexandre Lamoureux	Comité national des jeunes du Parti québécois
Myriam D'Arcy	Comité national des jeunes du Parti québécois
Mathieu Bock-Côté	Comité national des jeunes du Parti québécois
Marie-Noëlle Legault	Comité national des jeunes du Parti québécois
Simon Couillard	Comité national des jeunes du Parti québécois
Nasser Guertoumy	Comité national des jeunes du Parti québécois
Patrick Taillon	Comité national des jeunes du Parti québécois
Marc-André Lauriault	Comité de vie étudiante de l'École nationale d'aérotechnique
Laurent Viau	Comité de vie étudiante de l'École nationale d'aérotechnique
Hugo Delorme	Commission jeunesse du Parti libéral du Québec
Stéphanie Elger	Commission jeunesse du Parti libéral du Québec
Harold Fortin	Commission jeunesse du Parti libéral du Québec
François Émond	Commission jeunesse du Parti libéral du Québec
David Veillette	Commission jeunesse du Parti libéral du Québec
Mélissa Leblanc	Commission jeunesse du Parti libéral du Québec
Anik Ouimet	Commission jeunesse du Parti libéral du Québec
Steeve Leblanc	Commission jeunesse du Parti libéral du Québec

Samy Gennaoui	Commission jeunesse du Parti libéral du Québec
Martin Daraîche	Commission jeunesse du Parti libéral du Québec
Stéphanie Trudeau	Commission jeunesse du Parti libéral du Québec
Patrick Charette-Dionne	Forum jeunesse des Laurentides
Félix Turgeon	Conseil permanent de la jeunesse
Youri Chassin	Conseil permanent de la jeunesse
Geneviève Baril	Conseil permanent de la jeunesse
Frédéric Tremblay	Conseil permanent de la jeunesse
Sophie Cunningham	Conseil permanent de la jeunesse
Bernard Marier	Conseil permanent de la jeunesse
Georges Lemieux	Conseil permanent de la jeunesse
Serge Guindon	Emploi-jeunesse
Ahmad Samman	Étudiant
Carl Marchand	Fédération étudiante collégiale du Québec
Geneviève Hardy	Fédération étudiante collégiale du Québec
Clémence Fauteux-Lefèbvre	Fédération étudiante collégiale du Québec
Nicolas Handfield	Fédération étudiante collégiale du Québec
Joël Leduc	Fédération étudiante collégiale du Québec
Nicolas Brisson	Fédération étudiante universitaire du Québec
Farouk Karim	Fédération étudiante universitaire du Québec
François Vincent	Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal
Francis Bourque Sandoval	Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal
Gilbert Rodrigue	Force Jeunesse
Étienne Tittley	Force jeunesse
Stéphanie Seymour	Force jeunesse
Jean-François Roberge	Force jeunesse
Benoit Charette	Forum jeunesse des Laurentides
Sonia Goulet	Forum jeunesse du Bloc québécois
Luc Dumont	Forum jeunesse du Bloc québécois
Andréas Brandl	Ministère de l'Éducation du Québec
Akos Verboczy	Observateur
Emmanuel Olegine	Jeune Français
Caroline D'Astous	Parti québécois
Pierre Barrieau	Parti québécois
Jean-Philippe C. Chartré	Parti québécois
Sylvain Gobeil	Parti québécois
Sylvain Gendron	Parti québécois
Véronique Raymond	

Les membres du Conseil
2001-2004

Geneviève Baril
St-Boniface-de-Shawinigan

Youri Chassin
Montréal

Sophie Cunningham
Montréal

François Fréchette
Sherbrooke

Hugo Jolette
Témiscamingue

Patrick Kearney
Saint-Jérôme

Patrick Lebel
La Tuque

Sylvain Lévesque
Québec

Claudie Lévesque
Baie-Comeau

Dominic Mailloux
Sorel-Tracy

Suzanne Moore
La Sarre

Marie-Eve Proulx
Hull

Lisa Roy
Thetford Mines

Félix Turgeon
Québec

Annexe

M. Marc-André Gravel

Monsieur Gravel est diplômé en Droit et en Science politique de l'Université Laval. Il s'implique en droit international et humanitaire et auprès de l'organisme Jeunes Barreaux du Québec.

Il est fondateur de la firme Gravel-Bédard-Vaillancourt et est membre fondateur de l'ADQ depuis 1994. Il occupe actuellement la présidence de la commission juridique de l'ADQ.

M. John Parisella

Monsieur Parisella est président de BCP au pays, vice-président du Conseil et président de BCP Consultants.

Figure bien connue des milieux politiques, des affaires et du monde des communications, il œuvre dans le milieu de la communication depuis 25 ans déjà. Il agit comme conseiller de communication stratégique et de gestion de crise, tant auprès de dirigeants du secteur privé que des secteurs public et parapublic. Il sert, entre autres, le Groupe TVA, Téléfilm Canada, la Société canadienne des postes, le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada, Énergie atomique du Canada limitée et la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire.

Il a œuvré au sein du Parti libéral du Québec comme coordonnateur régional et fut, par la suite, directeur général du Parti, chef de cabinet adjoint et chef de cabinet du premier ministre Robert Bourassa.

Son expertise lui a valu d'être invité à titre d'analyste de la scène politique québécoise à plusieurs émissions d'affaires publiques. Il est également président du Conseil pour l'unité canadienne (section Québec), président du comité consultatif de Global Québec, vice-président du Conseil des gouverneurs de l'Université Concordia, membre du comité consultatif du réseau national de TVA, membre des gouverneurs du Conseil du patronat, membre du conseil d'administration du Cercle canadien et vice-président de la campagne Opal pour l'Association de la sclérose en plaques.

M. Guy Chevrette

Monsieur Chevrette fut député de Joliette à l'Assemblée nationale du Québec de 1976 à 2002 et ministre des principaux ministères du gouvernement du Québec. Nommons, au passage, les ministères des Transports, des Ressources naturelles (forêts et énergie), de la Santé et des Services sociaux, des Affaires municipales, des Régions, des Affaires autochtones et, enfin, de la Faune et des Parcs.

Il fut aussi chef parlementaire de l'Opposition officielle et leader parlementaire. Avant son entrée en politique, il a été membre de la Commission sur l'industrie de la construction (Commission Cliche) ainsi que vice-président de la Centrale de l'enseignement du Québec (maintenant appelée Centrale des syndicats du Québec) et négociateur en chef des enseignants du Québec. Il a aussi enseigné le Code du travail à l'Université du Québec à Montréal.

Renseignements :
Conseil permanent de la jeunesse
12, rue Sainte-Anne, 2e étage
Québec (Québec) G1R 3X2

Téléphone : (418) 644-9595
Sans frais : 1-800-363-1049
Télécopie : (418) 646-0798

conseil.jeunesse@cpj.gouv.qc.ca
www.cpj.gouv.qc.ca

Conseil permanent
de la jeunesse
Québec